



058

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU

02 JUL 2025

EN PRODEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN
PERIODIQUE DE CERTAINES ROUTES REVÊTUES DU RESEAU NORD.

FINANCEMENT : BUDGET MINTP – LIGNES FONDS ROUTIER, EXERCICES 2025, 2026 ET 2027.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux d'entretien périodique de certaines routes revêtues du Réseau Nord pour les exercices 2025, 2026 et 2027.

2. Consistance des travaux :

Les travaux comprennent notamment:

- **L'installation de chantier** qui est constitué de l'installation de chantier et de l'amené et du repli du matériel;
- **La chaussée** qui consiste à la scarification, broyage, malaxage, remise en forme de la chaussée existante et des accotements; de la réparation des nids de poule, de la réparation des nids de poule en béton bitumineux, de la réparation d'accotement en grave concassés, de la prise en compte de la plus-value de transport de graves concassées au-delà de 50 000 mètres de l'imprégnation simple, de la couche d'accrochage, du revêtement en enduit superficiel type bicouche et du revêtement en béton bitumineux ;
- **L'assainissement- drainage** qui est constitué du dégagement de lit de rivière, du curage du lit du cours d'eau, du curage des ouvrages hydrauliques transversaux, du curage des fossés bétonnés ou maçonnes, de la construction des fossés bétonnés couverts, de la construction des fossés maçonnes, et de l'enrochement ;
- **L'ouvrages d'art** qui est constitué du remplacement de joints de chaussée composés de profilés en acier et du béton dosé à 350 kg/m3 ;
- **La signalisation et équipement de sécurité** qui est constituée des lignes axiales continues (2u), des lignes axiales discontinues T1 (2u), des lignes de rives de chaussée T2 (3u), des flèches de rabattement, du marquage triangulaire avant les ralentisseurs, des panneaux de signalisation métallique de type A, des panneaux de signalisation de type B, des balises en béton armé préfabriqué, de la remise en peinture des glissières de sécurité, de la réfection des garde-corps en acier galvanisé, de la bordure de trottoir en béton, des panneaux de signalisation à refixer et des glissières de sécurité métallique.
- **Les divers** qui sont constitués uniquement de la prise en compte des mesures de protection de l'environnement.

3. Allotissement

Les travaux sont répartis en deux (02) lots présentés comme suit :

N°	Region	Tronçons	Longueurs estimées (km)	Délais (mois)	Budgets Prévisionnels TTC	Type d'intervention
1/AD	ADAMAOUA	Mboussa (Lim Est) - Ngoro - Meiganga	72	14	1 800 000 000	Entretien périodique
2/AD		Meiganga - Ngaoundéré	155	14	2 400 000 000	
TOTAL				//	4 200 000 000	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quatre milliards deux cent millions (4 200 000 000) F CFA Toutes Taxes Comprises.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de **quatorze (14) mois respectivement pour chaque lot.** Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de travaux publics du sous-secteur d'activité « Routes », installées au Cameroun, de **Catégories A, B et C** ou des entreprises ayant un récépissé de demande de catégorisation à l'une des catégorie sollicitées.

7. Financement :

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne Fonds Routier – Exercices **2025, 2026 et 2027.**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour ~~délivrer les cautions~~ dans le cadre des Marchés Publics. Chaque soumissionnaire devra joindre à ses ~~pièces~~ administratives une caution de soumission timbrée, datée et acquittée à la main dont le montant est de **9 000 000 de Francs CFA pour le lot 1-AD et de 12 000 000 de Francs CFA pour le lot 2-AD, accompagnée chacune du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC).**

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire. de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 dès publication du présent avis.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre cent cinquante mille (450 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres :

- Chaque L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 12 AOÛT 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressé de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 12 AOÛT 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 058

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

DAONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU 02 JUIL 2025 EN PRODEDURE D'URGENCE
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE CERTAINES ROUTES
REVÊTUES DU RESEAU NORD.

FINANCEMENT : BUDGET MINTP - LIGNES FONDS ROUTIER - EXERCICES 2025, 2026 ET 2027.

(COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE
SOUSSION)

- Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

13. Recevabilité des offres

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

~~Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.~~

14. Ouverture des offres :

L'ouverture des offres administrative, technique et financière aura lieu, le 12 AOÛT 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission timbrée et acquittée accompagné du récépissé de la caisse de consignation (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire.

B : Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- Une Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) cohérente avec les travaux à exécuter ;
- Le CV d'un Conducteur des Travaux de formation en ingénierie option Génie Civil (Bac + 3 min) ou équivalent, ayant au moins dix (10) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins cinq (05) projets de construction, de bitumage, de réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes revêtues (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- L'Attestation et le rapport de visite des lieux ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

C : Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle pièce 8.1);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- les sous - détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11) ;
- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

E- Absence de l'original de la caution de soumission ;

F- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite essentiellement sur la base du critère personnel qui comprend cinq sous-critères. Le critère essentiel est considéré et validé lorsque le candidat a satisfait à 4/5 de ses sous-critères ;

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrages se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisante (résilier ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constate de défaillance notifiée dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

Dans le cadre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire ne peut être attributaire qu'au plus un (01) lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

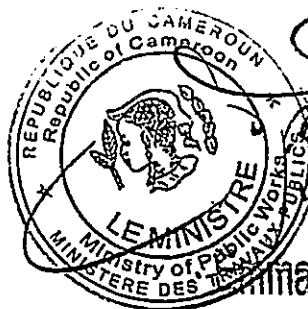
Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm au numéro 88 00 2042.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

02 JUL 2025

Yaoundé, le _____



Manuel NGANOU D.

058

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONR/MINTP/CIPM-TER/2025 OF 02 JUL 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF PERIODIC MAINTENANCE WORKS
ON SOME PAVED ROADS IN THE NORTHERN NETWORK.
FINANCING: MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEARS 2025, 2026 AND 2027.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the State of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the above-mentioned operation.

1. Purpose of the Call for Tenders:

The Call for Tenders concerns the execution of periodic maintenance works on some paved roads in the Northern Network for the Financial Years 2025, 2026 and 2027.

2. Scope of works:

The works include:

- **Site installation**, which consists of the construction site installation and the delivery and removal of equipment;
- **The roadway**, which consists of scarifying, crushing, mixing, and reshaping the existing roadway and shoulders, repairing potholes, repairing potholes in asphalt concrete, repairing crushed gravel shoulders, taking into account the added value of transporting crushed gravel over 50,000 meters, simple impregnation, the tack coat, the two-layer surface dressing coating, and the asphalt concrete coating;
- **Drainage works**, which consist in clearing the stream channel, cleaning the watercourse bed, cleaning transverse hydraulic structures, cleaning concrete or masonry ditches, constructing covered concrete ditches, constructing masonry ditches, and rockfill;
- **Engineering structures**, consist of the replacement of pavement joints made of steel sections and concrete dosed at 350 kg/m³;
- **Signs and safety equipment**, consisting of (2u) continuous central lines, T1 (2u) broken central lines, T2 (3u) carriageway edge lines, warning arrows, triangular marking in front of speed bumps, type A metal road signs, type B road signs, prefabricated reinforced concrete beacons, repainting of guardrails, repair of galvanised steel guardrails, concrete kerbs, traffic signs to be reinstalled and metal guardrails.
- **Miscellaneous**, which consists solely in taking into account environmental protection measures.

3. Allotment

The works shall be divided into two (2) lots as follows:

No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Time frame (months)	Estimated Budget, including taxes	Type of intervention
1/AD	ADAMAWA	Mboussa (East Limit - Ngoro- Meiganga	72	14	1,800,000,000	Periodic maintenance
2/AD		Meiganga - Ngaoundere	155	14	2,400,000,000	
TOTAL				//	4,200,000,000	

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **four billion, two hundred million (4,200,000,000) CFAF including taxes.**

5. Estimated Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be **fourteen (14) months respectively for each lot**. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors in the "Roads" sub-sector of activity falling under **Categories A, B and C** or contractors having an acknowledgement receipt of application for grading.

7. Financing:

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line – Financial years **2025, 2026 and 2027**.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: **"Exclusively online"**. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional security (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. Each tenderer must attach to his administrative documents a stamped, dated and hand-paid bid bond of **9,000,000 CFA francs for lot 1-AA and 12,000,000 CFA francs for lot 2-AD**. **Each shall be accompanied by a receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC).**

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond shall have been provided. Bank cheques, even if certified, will not be accepted as substitute for the provisional security. Any bid submitted by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, ~~upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred and fifty thousand (450,000) CFA francs.~~

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the electronic version of Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders:

- For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than ~~12 JUL 2025~~ at 11 a.m.

An uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on ~~12 JUL 2025~~ at 11 a.m. It shall bear the following:

~~12 JUL 2025~~

No. ~~058~~ "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF ~~12 JUL 2025~~ IN EMERGENCY PROCEDURE
FOR THE EXECUTION OF PERIODIC MAINTENANCE WORKS ON SOME PAVED ROADS IN
THE NORTHERN NETWORK.

FINANCING: MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEARS 2025, 2025 AND 2027.

(BACKUP COPY, CDEC RECEIPT, AND ORIGINAL BID DEPOSIT)

TO BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION".

LOT No. _____

- File Size and Format:

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded

13. Tender Compliance

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the deadline for submitting tenders.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation; otherwise they will be rejected.

14. Opening of Tenders:

Administrative, technical and financial offers shall be opened on ~~12 JUL 2025~~ at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure maintenance and repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works.

All tenderers may attend the opening session or be represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory criteria

A: Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the original stamped and paid bid bond accompanied by the receipt from the deposit fund (CDEC) during the opening of bids;
- Absence, after the 48-hour deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee.

B: Incomplete technical offer due to absence of one of the following elements:

- The formal declaration attesting that the bidder did not fail to complete a public contract over the past three years and is not on the list of defaulting contractors drawn up by the Ministry of Public contracts;
- A methodology note (organisation, planning and understanding of the project) in line with the work to be carried out;
- The CV of a Construction Manager with a Civil Engineering background (Bac + 3 min) or equivalent, with at least ten (10) years of general experience in Construction and Public Works, and having completed at least five (05) projects in the construction, paving, rehabilitation, development, or maintenance of paved roads (attach a CV signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the Administrative Authority, a certificate of availability dated and signed by the candidate, and a certificate of registration with the National Order of Civil Engineers (ONIGC);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Site visit attestation and report;
- Absence of a dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses.

C: Incomplete financial offer due to absence of one of the following documents:

- stamped, dated and signed tender (see model in document 8.1);
- the Unit Price Schedule (UPS)(document 6) compliant with the model indicating the prices net of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and inclusive of all taxes;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model);
- Omission of a quantified unit price in the financial offer.

D- False declaration, forged or unauthentic documents;

E- Absence of the back-up copy in the event of system failure accompanied by the platform acknowledgement receipt:

F- Absence of the original bid bond;

G- Failure to comply with the file format for tenders submitted on-line.

15.2 Essential Criteria

The evaluation of technical offers will be made essentially on the basis of the personal criterion which includes five sub-criteria. The essential criterion is considered and validated when the candidate has satisfied 4/5 of its sub-criteria.

Note: Any State employee without proof of release from the civil service shall not be assessed.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of a contract in the same area, whose performance is unsatisfactory (terminated or abandoned) or less than satisfactory (formal notice whose assessment was

unsatisfactory or failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

Under this Call for Tenders, a tenderer may only be awarded a maximum of one (1) lot.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, at the Division of Engineering Structures, Tel.: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works, or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

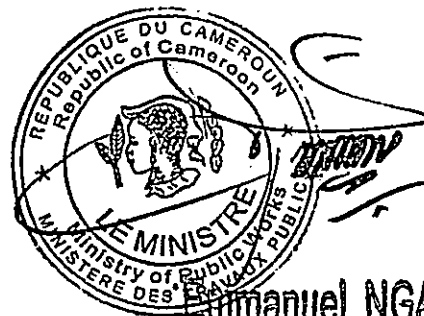
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm or via the number 88 00 2042.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde 02 1111 2025



Emmanuel NGANOU D.

